



Femmes dans l'Emploi Informel :
Globalisation et Organisation

Un bulletin d'information pour les organisations de
base des travailleuse·eur·s de l'informel

Élaboré par : Programme Organisation et représentation de WIEGO

Se positionner fermement

La création d'organisations mondiales et plus encore

Les travailleuse·eur·s de l'économie informelle laissent leur marque partout dans le monde. Dans cette édition du bulletin d'information pour les OB, nous vous présentons comment elles·ils y parviennent, allant de leur participation conjointe aux forums des Nations Unies et de la construction d'organisations à l'échelle mondiale, au renforcement des organisations nationales en partant de la base.

Voici leurs témoignages. Bonne lecture !

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires sur le bulletin d'information, en remplissant le sondage à la page 16, et à nous partager des témoignages concernant vos propres processus d'organisation. Ayez la gentillesse de les envoyer à Sope Ogunrinde à l'adresse suivante : sope.ogunrinde@wiego.org

Des réseaux mondiaux mettent l'accent sur la démocratie dans l'économie sociale et solidaire

L'économie sociale et solidaire (ESS) est l'un des points à l'ordre du jour de la prochaine Conférence internationale du Travail (CIT), où des représentant·e·s des travailleuse·eur·s, des gouvernements et des employeuse·eur·s se retrouveront du 30 mai au 9 juin. Une délégation des organisations du réseau mondial y participera à distance sur ce point.

En préparation des débats qui auront lieu à la CIT, les organisations du réseau mondial ont élaboré, en commun avec WIEGO, un [document](#) d'orientation préconisant de mettre l'accent sur la démocratie au sein des entités de l'ESS et d'intégrer les principes de celle-ci dans les politiques économiques, de sorte que les causes du chômage, de la marginalisation et de la dégradation environnementale soient extirpées.

Par économie sociale et solidaire, on entend couramment un développement économique qui fait passer les personnes et la planète avant le profit. À titre d'exemple d'une entité de l'ESS, on peut citer les coopératives, les sociétés de secours mutuel, les associations ou les entreprises sociales.

Mais des désaccords existent par rapport à la question de la démocratie dans le processus de travail comme condition d'une entité de l'ESS. Nombre d'employeuse·eur·s et de gouvernements voient une telle entité comme une extension du secteur privé et n'ont donc aucun intérêt à envisager une transformation des relations de travail.

Dans notre prochaine édition, nous présenterons les résultats issus des débats au sein de la CIT.

Une résolution visant un accord sur la pollution plastique reconnaît le travail des récupératrice·eur·s de matériaux : une percée historique

Les récupératrice·eur·s de matériaux ont vécu un moment historique lorsqu'une résolution visant à mettre un terme à la pollution plastique a reconnu leur contribution à la collecte, au tri et au recyclage des plastiques et a également décidé que les meilleures pratiques des cadres informels et coopératifs doivent servir de leçon à tout le monde. Le moment où l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement (ANUE-5.2) a approuvé l'adoption d'un mandat, visant celui-ci à négocier un accord international, fut salué comme une victoire, car il s'agit de la première fois qu'une résolution environnementale de l'ONU fait mention des récupératrice·eur·s de l'informel.

Représentant les intérêts des travailleuse·eur·s à l'assemblée, Soledad Mella, déléguée de l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s de matériaux et présidente de l'ANARCH (l'association et mouvement des récupératrice·eur·s du Chili au niveau national), a lu une déclaration, lors de la plénière, lançant un appel à la reconnaissance significative des récupératrice·eur·s dans l'accord international juridiquement contraignant, que **les gouvernements à l'ANUE-5.2 ont officiellement convenu de négocier d'ici 2024, et ce, dans le but de mettre un terme à la pollution plastique.** L'assemblée a également décidé de créer un groupe scientifique et politique consacré aux substances chimiques et aux déchets.

Soledad faisait partie de la délégation de Global Rec à l'ANUE-5.2 – déroulée à Nairobi, au Kenya – laquelle a donné aux États membres et aux parties intéressées l'occasion de partager les meilleures pratiques en matière de durabilité et d'imprimer un nouvel élan aux efforts des pouvoirs publics visant à reconstruire en mieux, en utilisant des plans de relance verts et durables, à la suite de la pandémie de la COVID-19.

PP12 *bis* Recognizing the significant contribution made by workers under informal and cooperative settings to collecting, sorting and recycling plastics in many countries (Agreed ad ref)

OP3 (a) quarter Lessons learned and best practices, including those from informal and cooperative settings (Agreed ad ref)

En savoir plus sur la [participation](#) de l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s.

Participation à la CSW66

La soixante-sixième session de la Commission de la [condition de la femme des Nations Unies \(CSW66\)](#) s'est tenue du 13 au 25 mars, avec des événements parallèles auxquels ont participé à distance des leaders et représentant·e·s des travailleuse·eur·s de [l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s de matériaux](#) (Global Rec), de la [Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques](#) (FITD), de [HomeNet International](#), de [StreetNet International](#) et WIEGO. **Les événements portaient sur la façon de parvenir à l'égalité entre les genres et sur le renforcement de l'autonomisation de toutes les femmes et de toutes les filles, et ce, dans un contexte de politiques et de programmes ayant pour but le changement climatique, l'environnement et la réduction des risques de catastrophe.**



En plus de ces événements, la [Foire virtuelle des artisan·e·s](#), aménagée en marché en ligne, était ouverte à l'ensemble de participant·e·s tout au long du forum. Pour la première fois, des membres de HomeNet International, notamment HomeNet-Thailand Brand, Sabah Nepal et Sadhna, parmi d'autres formidables magasins, ont mis leurs produits en ligne.

Les travailleuse·eur·s à domicile s'organisent pour développer et faire grandir une organisation régionale en Afrique

Du 2 au 3 décembre 2021 et du 22 au 24 février 2022, la Plateforme régionale africaine des travailleuse·eur·s à domicile a tenu des rencontres, présentes et à distance, avec 168 représentant·e·s des groupes de membres en Éthiopie, au Kenya, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Ouganda. L'objectif – l'élaboration d'un tout premier plan stratégique quinquennal pour la Plateforme – a été atteint à l'issue de ces réunions.

La vision des travailleuse·eur·s à domicile en Afrique consiste à construire leur propre organisation représentative pour subvenir à leurs besoins, en tant que travailleuses extrêmement accablées. **Le plan stratégique repose sur cinq piliers clés à réaliser au cours des cinq prochaines années.**

- Formaliser la plate-forme régionale en adoptant une constitution et en tenant l'élection des leaders.
- Répondre à la nécessité d'avoir un accès plus élargi aux marchés, à travers une meilleure commercialisation collective.
- Améliorer la vie des travailleuse·eur·s à domicile en subvenant à leurs besoins sociaux et économiques.
- Faire grandir le nombre de membres de la Plateforme partout en Afrique, de sorte qu'elle devienne pleinement représentative du continent.
- Améliorer la qualité des produits en vue d'un meilleur accès aux marchés et de meilleurs moyens de subsistance.

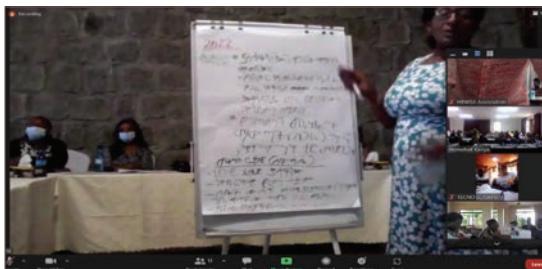
La Plateforme régionale africaine a fait appel à HomeNet International, à HomeNet de l'Asie du Sud et à la FITD pour qu'elles partagent leurs expériences en matière de la construction d'organisations ; une expertise qui, collectivement, s'étendent sur plus de 25 ans.

Le résultat le plus important, issu de la discussion de planification, est d'être venu·e·s à mieux apprécier les progrès réalisés au cours de la dernière décennie par les travailleuse·eur·s à domicile qui, en partant du niveau local, se sont organisé·e·s au niveau régional afin d'avoir plus de visibilité et de voix collective.

Il y a des réseaux actifs en Éthiopie, au Kenya, en Afrique du Sud, en Tanzanie et en Ouganda qui se trouvent à des stades différents en matière de construction organisationnelle.

Le lancement de [HomeNet-Kenya](#) a eu lieu en décembre 2020. L'organisation Ngalo Buwereza en Ouganda a été inscrite officiellement en février 2022 alors que, dans le même temps, l'Association des travailleuse·eur·s à domicile de l'Afrique du Sud voyait le jour. La Tanzanie dispose d'un réseau national toujours plus répandu et les travailleuse·eur·s à domicile en Éthiopie participent activement à la WISE, une organisation de femmes travaillant à titre indépendant.

La Plateforme régionale africaine a adopté un logo dans le cadre de la formalisation de son identité régionale.



Photos :
Vanessa Pillay

L'élaboration d'une Constitution pour une OB internationale des récupératrice·eur·s de matériaux

En 2020, des OB de récupératrice·eur·s de matériaux venant du monde entier ont convenu qu'il fallait une Constitution démocratique à leur organisation mondiale et que celle-ci devrait l'adopter lors d'un congrès de lancement : une étape jugée essentielle pour la reconnaissance des récupératrice·eur·s à l'échelle mondiale et pour l'accréditation de leurs représentant·e·s auprès des structures internationales de négociation, telles que la Conférence internationale du Travail de l'OIT.

Le Comité consultatif mondial des récupératrice·eur·s a mis en place un groupe de travail chargé de préparer la constitution, dont un avant-projet a été finalisé en juillet 2021. Après réception des observations formulées par des organisations nationales et régionales, un deuxième projet a été rédigé en décembre dernier, sur lequel ces organisations travaillent actuellement dans l'intention d'avoir une troisième version du projet prête en mai 2022. Un congrès virtuel de lancement se tiendra ensuite pour adopter cette Constitution.

Une fois l'organisation mondiale lancée, grâce à l'adoption de la Constitution, les missions pour les 12 à 18 mois à venir porteront sur la mise sur pied d'un groupe de travail intérimaire de transition focalisé, celui-ci, sur l'admission des affiliées conformément aux procédures constitutionnelles et sur la préparation d'un congrès électoral. Une fois cette étape franchie, l'organisation mondiale mettra en place un secrétariat et pourra postuler pour son accréditation auprès de la CIT.

La naissance de l'Association sud-africaine des travailleuse·eur·s à domicile

L'aventure a commencé avec à peine quelques travailleuse·eur·s à domicile organisé·e·s en rassemblements locaux dans deux villes sud-africaines, le Cap et Durban. Les groupes se sont progressivement étendus à quatre autres provinces, lorsque WIEGO et l'Organisation internationale du Travail se sont associé·e·s pour atteindre plus de travailleuse·eur·s à domicile grâce à une campagne médiatique qui les invitait à faire partie d'une base de données.

Les réunions des travailleuse·eur·s à domicile en Afrique du Sud n'avaient lieu que par WhatsApp depuis 2020

jusqu'à un atelier national tenu à Johannesburg du 11 au 16 février 2022, quand les rassemblements en présentiel ont finalement été possibles. Les participant·e·s venaient du Cap, de Durban et de villes et villages situés dans les provinces du Cap-Oriental, du Nord-Ouest, du Limpopo et du Gauteng ; plusieurs faisaient partie de coopératives ; d'autres travaillaient à titre indépendant et d'autres étaient des sous-traitant·e·s dans des activités de coupe, d'assemblage et de finissage (*cut, make and trim*), mais les défis rencontrés en tant que travailleuse·eur·s à domicile constituaient le fil rouge.



DO YOU WORK FROM HOME?
Get in touch with our team!

WIEGO
Women in Informal Employment
Globalizing and Organizing

The United Nations
International Labour
Organisation
is making a database
of home-based
workers.

PLEASE SEND AN SMS TO 40774.

Du matériel de formation adapté aux travailleuse·eur·s et d'autres ressources ont été présentés aux participant·e·s, leur offrant une perspective régionale et mondiale de leur valeur en tant que travailleuse·eur·s. À l'issue de l'atelier de cinq jours, les 29 travailleuse·eur·s ont poussé un peu plus loin leur travail d'organisation – effectué pendant deux ans par WhatsApp – en se mettant d'accord sur leurs problèmes d'organisation prioritaires et sur leur façon de s'organiser provisoirement et en planifiant une vaste campagne d' enrôlement, laquelle a débuté immédiatement après l'atelier.

L'Association des travailleuse·eur·s à domicile en Afrique du Sud est donc née avec une meilleure évaluation des problèmes et des défis en commun, ainsi qu'avec une très grande volonté pour que les travailleuse·eur·s à domicile soient visibles les un·s aux autres, mais aussi aux yeux de leurs communautés et du gouvernement, parce que ces travailleuse·eur·s contribuent à l'économie depuis leurs maisons, où elles·ils gagnent leur vie.



Photo : Vanessa Pillay

Les récupérateurs de déchets prennent le contrôle de la surintendance des services publics en Colombie

Au début du mois de mars, plus de 5 000 récupérateurs de déchets de différentes régions de Colombie, menés par l'Association nationale des récupérateurs de déchets (ANR), ont occupé pacifiquement les locaux de la surintendance des services publics pendant trois jours pour protester contre la rétention de leurs paiements par le régulateur et pour demander des modifications de la réglementation nationale en matière de recyclage. D'après ces règles, dans la voie à la formalisation, il n'incombe qu'aux récupératrice·eur·s de se conformer à toutes les exigences, alors qu'aucune responsabilité comparable n'est imposée aux autres acteurs impliqués dans la gestion des déchets et qu'il n'existe aucun soutien de la part des autorités. Toute incapacité à s'attaquer à ces problèmes entraînera non seulement le remplacement des récupératrice·eur·s dans le recyclage, mais aussi un retour en arrière en matière des bénéfices jusque-là conquis.

Grâce à la pression exercée par des récupératrice·eur·s organisé·e·s, une table de négociation a été mise en place avec les autorités nationales chargées du processus de formalisation. Elle a mené au démantèlement de plusieurs exigences (pas toutes) qui, bien que conçues pour des acteurs formels, s'appliquaient aux organisations de récupératrice·eur·s de matériaux.

De plus, **le ministère du Travail s'est engagé à organiser des tables rondes techniques pour discuter des régimes juridiques du travail et des socles spéciaux de protection sociale visant les récupérateurs et leurs organisations.** Le ministère du Logement, de la Ville et des Territoires et l'entité tarifaire ont pris des engagements également constructifs.



Photos : Federico Parra

Appel urgent pour soutenir l'affilié ukrainien de SNI

StreetNet International (SNI) lance un appel urgent pour créer un fonds de solidarité qui permettra d'apporter une assistance financière immédiate aux membres du Syndicat libre des entrepreneuse·eur·s d'Ukraine (VPPU), leur affilié. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, en février dernier, StreetNet International est en communication continue avec le VPPU, qui rassemble 20 000 vendeuse·eur·s de marché et petit·e·s entrepreneuse·eur·s.

Le travail du syndicat au cours de la dernière décennie a permis de garantir un emploi à des travailleuse·eur·s de l'économie informelle, en particulier à Kiev, où vivent la plupart des membres. **Votre soutien collectif est essentiel !**

Vous pouvez faire un don en suivant ce lien : [GivenGain.com](https://www.givengain.com)



Les travailleuse·eur·s domestiques en Afrique du Sud font un front commun en faveur de leurs droits

Quarante travailleuse·eur·s domestiques, venant de trois organisations en Afrique du Sud, se sont réuni·e·s pour déployer une campagne visant à mettre en œuvre leurs droits à l'assurance chômage, ainsi qu'aux indemnités en cas d'accident ou de décès sur le lieu de travail. L'atelier national, tenu à Johannesburg en février, a été financé par ONU Femmes et animé par WIEGO. Les organisations représentées : le Syndicat sud-africain des services domestiques et assimilés (SADSAWU), l'Union des travailleuse·eur·s domestiques de l'Afrique du Sud (UDWUSA) et l'Alliance Izwi de travailleuse·eur·s domestiques.



Photo : Jane Barrett

Des représentant·e·s des caisses d'assurance-chômage et d'assurance contre les accidents du travail ont assisté à l'atelier, où ces autorités ont promis de collaborer avec ces trois organisations afin de s'assurer que les travailleuse·eur·s domestiques soient déclaré·e·s par leurs employeuse·eur·s auprès des deux caisses.

**Trois ateliers
au niveau des
provinces ont
eu lieu depuis la
réunion nationale
dans le but
d'étendre la portée
de la campagne.**



Photo : Jane Barrett

Ressources pour les OB

Fête du Travail 2022 : les travailleuse·eur·s de l'informel exigent des actions afin de ne laisser personne pour compte.

WIEGO et les Réseaux – Fédération internationale des travailleuse·eur·s domestiques, Alliance mondiale de récupératrice·eur·s, HomeNet International et StreetNet International – ont publié une déclaration conjointe appelant tous les ordres de gouvernement à investir dans la protection sociale et du travail et à reconnaître les organisations de travailleuse·eur·s de l'économie informelle en tant que partenaires.

Voici une vidéo des [célébrations mondiales à l'occasion de la fête du Travail](#), par LabourStart.



Le projet de recherche de WIEGO et de StreetNet International, « **Nouvelles formes d'assurance sociale pour l'inclusion économique des femmes et des jeunes travailleuse·eur·s de l'informel** », a diffusé une série de [podcasts](#) en anglais et en français intitulée « *Des soins de santé aux casques : des préoccupations communes au cœur des coopératives* ».

Nous vous prions de bien vouloir remplir notre sondage concernant le bulletin d'information pour les OB

Vos commentaires sur le [bulletin d'information](#) pour les OB sont très importants et il nous fera énormément plaisir de vous lire ! Nous vous invitons donc à remplir un petit sondage, ne comportant que sept questions, en cliquant [ici](#).